

Le parlement grec échoue à élire un président de la République; des élections législatives anticipées seront organisées le 25 janvier prochain

Résumé :

Comme attendu, les 300 membres de la Vouli, chambre monocamérale du parlement grec, ont échoué à élire le successeur de Carolos Papoulias à la présidence de la République. Lors du 3^e et dernier tour de scrutin de l'élection présidentielle qui s'est déroulé le 29 décembre, Stavros Dimas, seul candidat en lice, soutenu par la Nouvelle Démocratie (ND) du Premier ministre Antonis Samaras et le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) dirigé par Evangelos Venizelos, a recueilli 168 suffrages, soit 12 de moins que la majorité des 3/5^e (180 voix) obligatoire pour être élu. Il avait obtenu un nombre de voix similaire le 23 décembre, jour du 2^e tour de l'élection présidentielle où la majorité qualifiée des 2/3, soit 200 suffrages, était indispensable. La procédure d'élection publique en vigueur pour l'élection présidentielle en Grèce a certainement rendu encore plus difficile pour les députés indépendants – et *a fortiori* pour les membres de l'opposition – de se rallier au choix d'Antonis Samaras.

Le 21 décembre, afin de permettre l'élection du chef de l'Etat, le Premier ministre avait pourtant proposé aux partis de l'opposition parlementaire d'élargir sa coalition à des indépendants puis de clore les négociations avec les créanciers de la Grèce et enfin d'organiser des élections législatives anticipées à la fin de l'année 2015. La Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) d'Alexis Tsipras, le Parti des Grecs indépendants (ANEL) de Panos Kammemos et la Gauche démocratique (DIMAR) de Fotis Kouvelis avaient tous rejeté l'offre d'Antonis Samaras. Ce dernier avait sans doute espéré que ces 2 derniers partis, en perte de vitesse dans les enquêtes d'opinion, préféreraient *in fine* éviter un scrutin législatif anticipé.

Le Premier ministre avait également tenté de mettre en garde les députés en les appelant à « *écouter la voix de l'intérêt national et du bon sens* » et à « *éviter un danger national* ». En vain.

Le 27 décembre, Alexis Tsipras, qualifiant Antonis Samaras de « *Premier ministre du chaos* », avait demandé à l'opposition de voter « *en prenant en compte les souffrances du peuple et les intérêts du pays. Ni le parlement ni le peuple ne veulent donner carte blanche à Antonis Samaras pour*

continuer les réformes imposées par la Troïka (FMI, Banque mondiale et Union européenne). Avec la nouvelle année, notre pays va tourner la page par un vote populaire en faveur de négociations. Soyons optimistes ça marchera » avait-il déclaré. « *C'est un jour historique. Avec la volonté du peuple, dans quelques jours, les plans d'austérité appartiendront au passé, l'avenir peut commencer* » a-t-il souligné après l'échec de l'élection présidentielle.

Le Premier ministre a perdu la première manche de son pari. Si Alexis Tsipras s'est réjoui que « *le peuple (ait) montré sa volonté de mettre fin aux politiques de rigueur* », une enquête d'opinion réalisée par l'institut Kapa Research et publiée dans le quotidien To Vima a cependant révélé que 6 Grecs sur 10 (59,90%) pensaient que les élections législatives anticipées étaient négatives pour l'économie et la société grecques. Après l'annonce des résultats du 3^e tour du scrutin présidentiel, la bourse d'Athènes a chuté de 11,20%.

En vertu de l'article 32 de la Constitution grecque, Antonis Samaras dispose, après l'échec de l'élection présidentielle, de 10 jours pour dissoudre le parlement et convoquer

des élections législatives anticipées. Il a d'ores et déjà annoncé que celles-ci auraient très probablement lieu le 25 janvier prochain. « *La Grèce n'a pas de temps à perdre* » a déclaré le Premier ministre, qui a affirmé que le scrutin à venir s'annonçait comme « *le plus important depuis des décennies* ».

Selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut Alco et publiée le 27 décembre dernier, SYRIZA figure en tête des

intentions de vote avec 28,3% des suffrages. Nouvelle Démocratie arriverait en 2e position avec 25% des voix.

Toutefois, un sondage de Kapa Research montre que 44,1% des Grecs voient en l'actuel chef du gouvernement Antonis Samaras l'homme politique le mieux à même de diriger le pays ; 34,4% lui préfèrent Alexis Tsipras.

Le Premier ministre n'a donc pas encore perdu le match. La deuxième manche, soit les élections législatives, s'annonce cependant délicate.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.